

CA1 Z 1

-63B22

*Canadian Chamber of Commerce***MÉMOIRE SOUMIS****PAR LE****CONSEIL EXÉCUTIF DE****LA CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA****À****LA COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE****SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME****JANVIER 1965**



Honorable A. Davidson Smith,  
Ministre des Indes du Nord,  
Trésorier adjoint,  
La Commission royale d'enquête  
sur le Bilinguisme et le Biculturalisme,  
OTTAWA, Canada.

## T A B L E   D E S   M A T I E R E S

### I N T R O D U C T I O N

1- Le Conseil exécutif de la Chambre de Commerce du Canada  
est heureux de vous soumettre ses opinions sur le bilinguisme et le

INTRODUCTION ----- page 1

2- La Chambre de Commerce du Canada est l'association  
PREMIERE PARTIE - SOMMAIRE ----- page 3

3- La Chambre de Commerce du Canada (ci-après désignée) a l'honneur de vous  
DEUXIEME PARTIE - RECOMMANDATIONS ----- page 8

4- La Chambre de Commerce du Canada a l'honneur de vous soumettre ses  
TROISIEME PARTIE - ARGUMENTS ----- page 11

5- La Chambre de Commerce du Canada a l'honneur de vous soumettre ses  
APPENDICE "A"

6- La Chambre de Commerce du Canada a l'honneur de vous soumettre ses

7- La Chambre de Commerce du Canada a l'honneur de vous soumettre ses

8- La Chambre de Commerce du Canada a l'honneur de vous soumettre ses

9- La Chambre de Commerce du Canada a l'honneur de vous soumettre ses

10- La Chambre de Commerce du Canada a l'honneur de vous soumettre ses

11- La Chambre de Commerce du Canada a l'honneur de vous soumettre ses

12- La Chambre de Commerce du Canada a l'honneur de vous soumettre ses



Monsieur A. Davidson Dunton,  
Monsieur André Laurendeau,  
Présidents conjoints,  
La Commission royale d'enquête  
sur le Bilinguisme et le Biculturalisme,  
OTTAWA, Canada.

## I N T R O D U C T I O N

1- Le Conseil exécutif de la Chambre de Commerce du Canada est heureux de vous soumettre ses opinions sur le bilinguisme et le biculturalisme.

2- La Chambre de Commerce du Canada est l'association nationale volontaire de plus de 850 Chambres de Commerce et Boards of Trade (les appellations sont synonymes) disséminées à travers tout le Canada. De ce nombre, quelque 165 Chambres situées dans la province de Québec et environ 35 dans les autres parties du pays, utilisent principalement la langue française; les autres sont d'expression anglaise. Ces organismes ont pour fonction de favoriser le progrès civique, commercial, industriel et agricole de leur localité; 75 pour cent d'entre eux se trouvent dans des localités de moins de 5,000 habitants. L'un des objectifs de la Chambre de Commerce du Canada est de faire naître et stimuler un sentiment d'unité entre les citoyens du Canada. C'est dans ce contexte que la Chambre s'intéresse au rôle de la Commission royale d'enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme.

3- Le présent mémoire s'inspire de principes d'orientation et de prises de position arrêtés selon des processus démocratiques; il est soumis par le Conseil exécutif qui est chargé par le Conseil national d'administration, le corps dirigeant de la Chambre, de la mise en oeuvre des décisions et de la gestion de la Chambre entre les réunions du Conseil national d'administration.





4- On trouvera en appendice "A" les déclarations de principes relatives au bilinguisme, à la fonction publique fédérale, au drapeau national distinctif et à l'hymne national. Ces vœux reflètent les convictions et les opinions des membres de la Chambre de Commerce du Canada dûment ratifiées à l'occasion du congrès de septembre 1964. Le présent mémoire s'inspire des principes généraux qui y sont énoncés. Nous considérons le maintien de l'unité nationale comme étant d'importance primordiale au progrès économique, social et culturel du pays.

5- La plupart des publications de la Chambre paraissent dans les deux langues et la correspondance se fait en français ou en anglais selon le cas. Le Conseil national d'administration, le Conseil exécutif et les comités comptent parmi leurs membres des hommes d'affaires éminents qui appartiennent aux deux groupes pionniers et qui collaborent à l'épanouissement économique du Canada et au bien-être public.





## ---- PREMIERE PARTIE ----

S O M M A I R EA) Le fond du problème

6- Le fond du problème est que nombre de Canadiens sont d'avis que le principe de l'association entre les deux groupes pionniers qui avait été envisagé au moment de la Confédération, n'a pas été respecté. Il importe pour la sauvegarde de l'unité nationale que cette conviction n'ait plus de fondement. Dans tout effort vers cet objectif, il faut veiller à corriger toute déviation fondamentale du concept confédératif résultant des changements survenus au Canada au cours du siècle qui s'est écoulé.

7- Il paraît donc logique de nous inspirer des dispositions du pacte confédératif qui ont trait aux droits de l'importante minorité anglaise au Québec à l'époque de la Confédération afin de déterminer l'attitude qu'il faut prendre à l'égard des fortes minorités chez les deux groupes linguistiques. Il y a maintenant des groupes homogènes imposants de Canadiens français en Ontario, au Nouveau-Brunswick et au Manitoba, et, à notre avis, l'on devrait sérieusement considérer la possibilité de consacrer ce principe d'association en accordant aux Canadiens francophones, dans ces régions, des privilèges analogues à ceux des minorités anglophones.

8- Il faut que partout au pays les élites aient une idée nette et précise de la base de l'association. Une fois cet objectif atteint, il faut de plus que ces élites manifestent la volonté de communiquer cette compréhension à l'ensemble de la population. Un tel degré de compréhension ne pourrait cependant pas être atteint du jour au lendemain. Ce serait là



un objectif à long terme. Le seul outil qui puisse en assurer le succès réside dans l'instruction autant chez les jeunes que chez les adultes.

B) Biculturalisme

9- Nous en venons à la conclusion que dans un pays libre comme le Canada, aucun élément culturel, quelle qu'en soit l'origine, ne doit être entravé. En raison de l'origine ethnique des deux groupes dominants, les éléments de base des deux cultures des deux peuples pionniers continueront sans doute de dominer, et il est souhaitable qu'il en soit ainsi. Mais aucune entrave ne devrait nuire à l'enrichissement de la culture nationale dans son ensemble par des apports étrangers. A notre avis, il s'agit là d'un domaine où il ne devrait pas y avoir d'autres mesures de contrôle intérieur que la reconnaissance des langues officielles du pays et celles qui ont pour objet le maintien de l'ordre social.

C) Bilinguisme

10- Les recensements démontrent clairement que le Canada est un pays où prédominent deux langues: le français et l'anglais.

11- Le fait qu'un pays ait deux langues officielles n'oblige pas tous les citoyens à être bilingues, mais il devrait cependant y en avoir un grand nombre qui le soit dans les milieux politiques, comme dans ceux de la fonction publique, des affaires et de l'enseignement.

12- Il est inévitable que le nombre de Canadiens francophones qui parlent anglais doive dépasser le nombre de Canadiens anglais parlant français.

13- Un plus grand nombre de citoyens bilingues au Canada contribuerait probablement plus que tout autre facteur à



améliorer les rapports entre les deux groupes fondateurs et, par conséquent, à assurer une compréhension plus étendue.

14- En ce qui a trait à l'enseignement de la langue seconde dans les écoles:

- 1) Nous sommes loin d'être convaincus que l'enseignement de la langue seconde dans les écoles soit aussi général qu'il devrait l'être, que les méthodes d'enseignement des langues soient les meilleures dans tous les cas, que le nombre de professeurs compétents soit suffisant et que ces derniers soient employés avec le maximum d'efficacité.
- 2) A notre avis, les professeurs de français, où qu'ils enseignent, devraient être francophones et les professeurs d'anglais anglophones.
- 3) Nous croyons qu'aucun règlement d'ordre religieux ne devrait affecter les conditions d'emploi des professeurs de langues.

15- Il semble qu'au Québec, il se forme un groupe imposant de citoyens francophones bilingues dans les sphères du commerce, du génie et des sciences. A mesure que ceux-ci occuperont les postes qui leur reviennent normalement dans ces domaines, les Canadiens d'expression anglaise qui voudront faire face à cette concurrence n'auront d'autre choix que de devenir aussi habiles à manier les deux langues.

16- Le degré de bilinguisme chez les fonctionnaires fédéraux n'est pas aussi élevé qu'il le devrait. Les employés qui ont affaire au public dans les parties du pays où il y a un nombre important de citoyens des deux groupes ethniques et au siège de l'administration fédérale à Ottawa, devraient être capables de





communiquer aussi bien avec les Canadiens français qu'avec les Canadiens anglais.

17- Le niveau du bilinguisme parmi les cadres supérieurs de la fonction publique nous préoccupe gravement. A Ottawa, les citoyens canadiens-anglais et canadiens-français devraient pouvoir s'adresser aux autorités supérieures dans la langue de leur choix.

18- Il ne faudrait pas déduire des vœux qui précèdent que nous recommandions de faire des nominations des fonctionnaires fondées, en quelque circonstance que ce soit, sur autre chose que la compétence. Mais nous soulignons avec insistance qu'à notre avis le bilinguisme, dans la mesure où nous recommandons que les fonctionnaires publics soient bilingues est, dans l'appréciation des capacités des candidats, un élément de base.

#### D) Incidence économique

19- Toute mesure positive tendant à accroître l'unité nationale est favorable à l'ambiance économique, non seulement au Canada, mais également dans les rapports de celui-ci avec les autres pays.

20- Un pays uni, où l'on rencontre une bonne connaissance de deux des langues les plus communément parlées dans le monde et où l'on tient en haute estime les apports culturels des autres groupes ethniques composants, est considéré avec plus de respect qu'un pays qui ne jouit pas de ces avantages.

21- La survivance de la langue française et les souvenirs historiques qui s'y rattachent étant des phénomènes uniques en Amérique du Nord, ils constituent un appoint touristique important.

22- Une saine administration des affaires exige des permutations de personnel entre les établissements. Il importe donc que l'appartenance à l'un ou l'autre des deux groupes ethniques ne soit pas une entrave à ces permutations.



23- Dans le secteur privé de l'économie, plus particulièrement dans la province de Québec, le bilinguisme et le biculturalisme n'ont pas été pratiqués aussi largement qu'ils auraient pu l'être dans nombre d'entreprises. Il importe qu'à l'avenir, premièrement, il n'y ait plus jamais lieu de formuler de telles critiques et deuxièmement que ce changement soit bien manifeste. La concurrence suscite des pressions qui contribuent à assurer dans la vie des affaires un équilibre équitable dans l'utilisation des deux langues et la mise en oeuvre de politiques justes et rationnelles eu égard aux groupes ethniques. De plus, dans les conditions particulières qui existent actuellement au Canada, il est nécessaire que les dirigeants d'entreprises, conscients de l'importance de l'unité du point de vue de l'économie en général, revisent constamment leur attitude en ce qui a trait au bilinguisme et au biculturalisme et s'assurent qu'elle est toujours juste et équitable.

24- On pourrait craindre que le développement du bilinguisme ne pèse sur les frais généraux des entreprises et qu'il ne nuise à leur position concurrentielle. Nous ne voyons dans cet accroissement des frais, aucune raison de s'inquiéter de la position concurrentielle du Canada, soit sur le marché intérieur ou sur les marchés étrangers.



## ---- DEUXIEME PARTIE ----

R E C O M M A N D A T I O N S

Nous soumettons respectueusement les recommandations suivantes:

A) Recommandations générales

26- Que chaque Canadien devrait faire tous les efforts possibles en vue de maintenir et de développer un vigoureux patriotisme canadien et de favoriser l'unité nationale. Ce résultat ne pourra être atteint qu'en favorisant une meilleure compréhension entre les citoyens, en mettant en relief notre nationalité canadienne et non nos origines ethniques et en poursuivant la croissance et l'expansion du pays.

B) Enseignement

27- Que l'anglais et le français soient enseignés dans toutes les écoles du Canada, à partir de la troisième année au plus tard.

28- Que l'on s'assure un effectif suffisant de professeurs de langues compétents.

29- Que le personnel enseignant soit utilisé avec le maximum d'efficacité.

30- Que l'on s'assure que les méthodes d'enseignement des langues soient les meilleures.

31- Que l'on invite des historiens éminents à prêter leur concours à un effort de présentation et d'interprétation communes des faits de l'histoire du Canada qui suscitent des antagonismes raciaux.





32- Que dans toutes les régions où l'importance de la population chez l'un des deux groupes linguistiques le justifie, il y ait des écoles publiques où l'enseignement soit donné dans la langue de ce groupe.

33- Que les milieux d'affaires et les gouvernements encouragent les échanges d'étudiants francophones et anglophones entre institutions d'enseignement supérieur.

34- Que l'on envisage la possibilité d'enseigner certaines matières, dans certaines classes du niveau primaire peut-être, dans la langue seconde.

C) Communications

35- Que l'on utilise les média de communication en vue de promouvoir des discussions saines et objectives sur le fondement de l'association entre les deux races fondatrices, ce qui favoriserait une compréhension plus étendue au sein des deux groupes.

D) La fonction publique fédérale

36- Que dans les régions en dehors du Québec où la population francophone est importante, tous les candidats à un poste dans la fonction publique fédérale qui les appelle à traiter avec le public soient tenus d'avoir une connaissance pratique du français.

37- Que dans la province de Québec, tous les candidats à un poste dans la fonction publique qui les appelle à traiter avec le public soient parfaitement bilingues.

38- Qu'il est souhaitable que tous les sous-ministres puissent parler couramment les deux langues.



39-                   Etant donné qu'il s'agit là d'un objectif à long terme, nous recommandons, afin d'assurer qu'en attendant, les deux groupes linguistiques soient desservis avec compétence et efficacité, qu'il y ait dans chaque ministère, un sous-ministre associé ou adjoint parfaitement bilingue.



## ---- TROISIEME PARTIE ----

A R G U M E N T SA) Le fond du problème

40- Le fond du problème est à notre avis que nombre de Canadiens pensent que le principe de l'association entre les deux races fondatrices qui avait été posé au moment de la Confédération, n'a pas été respecté. Pour déterminer la nature de cette association, il convient de considérer l'acte confédératif à la lumière des conditions qui prévalaient en 1867. La grande majorité des Canadiens d'expression française des quatre provinces qui se confédéraient, habitait alors à l'intérieur des frontières de la province de Québec qui comptait aussi une forte minorité d'anglophones. Il paraît donc logique de s'inspirer des dispositions du pacte confédératif qui ont trait aux droits de la minorité anglaise au Québec. Ces droits comportaient une participation du groupe minoritaire dans l'administration des affaires publiques, des mesures de protection contre le truquage électoral dans les Cantons de l'Est, où l'élément anglais prédominait, des droits en matière d'enseignement et l'égalité des deux langues à la législature provinciale.

41- Le Canada d'aujourd'hui diffère considérablement de celui de 1867. Plus d'un quart de la population francophone du pays habite aujourd'hui hors du Québec, des groupes homogènes importants s'étant installés dans certaines régions de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et du Manitoba. Ces groupes minoritaires ne jouissent pas de droits comparables à ceux qui ont été accordés d'une façon spécifique à la minorité anglophone du Québec en vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord. Leurs communications officielles avec les tribunaux provinciaux, les





législatures provinciales et les services d'enseignement doivent se faire par le truchement de la langue de la majorité.

42- On ne devrait pas oublier cependant qu'en 1867 les Pères de la Confédération s'efforcèrent de résoudre le problème tel qu'il se posait alors. La situation actuelle s'est développée dans le cadre et en fonction des clauses de la Confédération. C'est ainsi, par exemple, que les citoyens qui, postérieurement à 1867 ont émigré d'une région du Canada vers une autre ont été soumis aux dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord concernant l'Education.

43- D'énormes changements sont survenus au Canada ainsi que dans le mode de vie canadien depuis la Confédération. Six provinces ont été accueillies dans la Confédération. Le concept des responsabilités des gouvernements vis-à-vis des citoyens s'est profondément modifié. L'économie du pays s'est transformée: dépendant largement à l'origine de l'agriculture et de l'élevage, elle est devenue fortement industrialisée, grâce, notamment à la richesse du pays en ressources naturelles. Les progrès techniques ont transformé le rôle de l'homme; l'intelligence s'est substituée à la force musculaire. Le niveau de l'enseignement est infiniment plus élevé. On est passé du stade artisanal à celui de la grande entreprise; des firmes locales ont pris une envergure nationale et des entreprises nationales ont maintenant des dimensions internationales. Nulle part, les changements n'ont été aussi radicaux que dans le domaine des communications: chemins de fer, télégraphie, téléphone, automobile, avion, radio, télévision, revues, journaux, tous ces moyens de communication ou bien ont été créés depuis la Confédération, ou bien ils se sont développés au point d'être méconnaissables. Il n'est plus possible pour un Canadien de vivre en marge des événements, et sans que ceux-ci exercent une influence profonde sur son existence et sur son mode de pensée.



44- On aurait pu croire que ces modifications profondes au cours du siècle auraient pour effet de rapprocher deux groupes culturels distincts vivant dans un même pays. Il aurait pu en être ainsi s'il y avait eu une large compréhension entre les deux groupes, une reconnaissance et une acceptation mutuelle des fondements de l'association. Malheureusement, ni cette compréhension, ni cette acceptation, ni cette reconnaissance ne sont aussi larges qu'elle pourraient l'être; il en résulte que les progrès réalisés au cours du siècle dernier ont eu tendance à aggraver la situation plutôt qu'à l'améliorer.

45- Le malaise s'est aussi aggravé par suite de l'incompréhension entre les deux groupes. Il y a cent ans, les gens vivaient dans de petites agglomérations quasi autarciques et tout au moins d'un point de vue individuel par opposition à un point de vue collectif, les nécessités d'échange, voire de compréhension entre ces agglomérations étaient limitées. Dans le Canada contemporain, il n'en est plus de même. Il est inconcevable qu'un secteur quelconque de la population se suffise à lui-même, ni qu'il puisse y parvenir en raison du développement économique qui a été réalisé. Cette interdépendance met en relief la nécessité vitale d'échanges généralisés et de compréhension intensifiée entre les groupes à travers le pays tout entier sur une échelle beaucoup plus large. Si l'on veut harmoniser les initiatives, on doit assurer non pas l'uniformité, mais une certaine similitude des programmes d'enseignement. Les progrès dans les rapports humains entre les citoyens des deux groupes ethniques n'ont pas été de pair avec les progrès scientifiques dans le domaine des communications. Durant de nombreuses années en raison d'un ensemble complexe de raisons tenant à la fois de l'environnement et de la psychologie, les Canadiens français ont vécu isolés tant d'un point de vue économique que social. Tout le monde est généralement d'accord aujourd'hui



pour penser qu'un tel isolement est incompatible avec le progrès. D'autre part, le développement de la part prise par la communauté canadienne-française dans la vie du Canada moderne, ne peut qu'ouvrir de nouvelles possibilités en ce qui concerne l'amélioration des relations humaines entre les citoyens des deux groupes. Il est essentiel que l'on prenne avantage de toutes les occasions ainsi offertes.

46- Pour l'examen et la solution de ce problème certains attachent une importance considérable à la question des ententes fiscales entre les gouvernements fédéral et provinciaux. Il est indiscutable que ces ententes ont exercé dans le passé et qu'elles exerceront dans l'avenir une influence considérable sur le développement culturel respectif des provinces. Mais nous ne croyons pas que le respect mutuel que doivent réciproquement se manifester les citoyens, à quelque province qu'ils appartiennent et qui est si essentiel pour l'unité nationale, puisse être engendré par des modifications aux ententes fiscales.

47- Nous sommes d'avis et nous l'avons déjà dit, que la source du problème se trouve dans le fait que certains Canadiens sont persuadés que l'esprit qui avait présidé à la naissance de la Confédération n'a pas été maintenu par la suite. Il importe à la sauvegarde de l'unité nationale que cette conviction ne soit plus fondée. En travaillant dans ce sens il est essentiel en premier lieu de déceler, puis de corriger toute déviation fondamentale par rapport à l'esprit du pacte de la confédération qui a pu se produire à la suite des changements survenus au Canada au cours du siècle dernier. Nous avons mentionné les privilèges accordés à la minorité anglophone du Québec au moment de la confédération; nous voyons là une nette manifestation de l'esprit d'association qui a été à la base de l'accord entre les deux groupes ethniques à l'époque. Et nous pensons qu'à la suite des mouvements de population qui ont eu





lieu depuis cent ans, l'on devrait sérieusement considérer la possibilité de consacrer ce principe d'association en accordant aux Canadiens francophones, dans les régions où ils constituent des minorités importantes, des droits analogues à ceux des minorités anglophones.

48- Le problème a été compliqué - et nous avons fait état - par le défaut de compréhension, de la part de la population en général, des bases sur lesquelles l'association entre les deux groupes ethniques a été établie, ainsi que par le manque de communication sur une large échelle, entre tous les groupements du pays. Il est évident qu'une large compréhension ne saurait se réaliser si dans toutes les parties du pays les élites ne se sont pas mises d'accord sur une définition claire et précise des bases de l'association. Une fois cet objectif atteint, il faudrait de plus que ces élites aient la volonté, et nous dirions même l'enthousiasme, de faire comprendre et accepter ces bases par l'ensemble de la population.

49- Un tel degré de compréhension n'est cependant pas susceptible d'être atteint du jour au lendemain. C'est là un objectif à long terme. Le seul outil qui puisse en assurer le succès c'est l'éducation des jeunes aussi bien que des adultes.

50- En ce qui regarde l'éducation, nous croyons que le premier objectif à rechercher devrait être la réalisation d'un accord sur l'enseignement d'une même histoire du Canada dans toutes les écoles. Nous nous rendons parfaitement compte que c'est là un objectif qui ne sera pas facile à atteindre et qui exigera, au plus haut niveau académique, une collaboration de professeurs bien pénétrés et de l'importance de leur tâche et de l'esprit de coopération nécessaire si l'on veut en arriver à un accord tant sur les faits historiques que sur l'interprétation des chapitres de l'histoire du Canada qui tendent à susciter et à



maintenir des antagonismes raciaux. C'est dans la mesure où cet objectif sera atteint que l'appellation de "Canadien" prendra de plus en plus de signification au Canada.

51- En ce qui concerne la population adulte, il faudrait se servir de tous les moyens de communication, notamment la presse, la radio et la télévision, avec un vrai sens des responsabilités afin de favoriser une large compréhension des bases de l'association.

52- Nous soulignons plus loin dans ce mémoire l'importance d'un plus haut degré de bilinguisme comme facteur de compréhension et d'échange, au Canada, entre les deux groupes ethniques fondateurs.

#### B) Biculturalisme

53- Nous ne pensons pas qu'il n'y ait actuellement ni qu'il ne puisse jamais y avoir que deux cultures au Canada. Une culture est composée d'éléments tels que la religion, les arts, la langue, les loisirs, les coutumes et le patrimoine. C'est un concept en perpétuelle évolution dont les composantes sont constamment modifiées par l'action sur celles-ci des autres cultures.

54- Bien que la culture canadienne-française soit peut-être plus caractérisée que celle des provinces de langue anglaise, elle est cependant profondément différente tant de celle des pionniers de la Nouvelle-France que de celle de la France actuelle. D'autre part il est douteux que l'on puisse parler d'une culture distinctive de la majorité canadienne-anglaise, au Canada, étant donné que cette dernière est formée de tant d'éléments divers. Il ne serait pas exact d'affirmer que le Canada anglais dans son ensemble est de culture anglo-saxonne.



55- Nous sommes contraints, par conséquent, d'en venir à la conclusion que le Canada est un pays où les deux groupes ethniques fondateurs, les immigrants et l'influence nord-américaine, chacun pour une part, ont contribué, contribuent et continueront de contribuer d'une façon positive à la culture globale des habitants du Canada. Il est important que ces apports soient encouragés et intégrés à la culture des Canadiens car ils font partie du patrimoine national.

56- Nous croyons, cependant, que l'épanouissement d'une culture doit se faire dans les limites de la loi et de l'ordre social. Les éléments de la culture les plus susceptibles d'être touchés par ces restrictions sont la langue et les us et coutumes. Il est évident que la langue ou les langues officielles d'un pays doivent être fixées par la loi; il est également évident que les langues de tous les groupes ethniques qui sont d'un si précieux apport pour notre vie culturelle ne peuvent être reconnues comme officielles. Malgré cette nécessité, dans un pays comme le nôtre, tout particulier devrait être libre de pratiquer la culture qu'il a acquise et d'influencer sans entrave la vie culturelle de ses concitoyens.

57- Il nous est difficile de concevoir la possibilité et l'utilité de limiter les Canadiens à deux cultures seulement. Nous croyons que dans un pays libre comme le Canada, aucun apport culturel, quelle qu'en soit l'origine, ne devrait être entravé. En raison de l'origine ethnique de la majorité de la population, les éléments de base des deux cultures des deux nations fondatrices continueront sans doute de dominer, et il est souhaitable qu'il en soit ainsi. Mais aucun obstacle ne devrait être posé à l'enrichissement de la culture nationale ni à celui de l'ensemble du pays par l'apport de certains traits d'autres cultures. Il s'agit là, selon nous, d'un domaine où il ne



devrait pas y avoir d'autres intervention réglementaire que celles définissant les langues officielles du pays et celles ayant pour objet de préserver l'ordre social.

C) Bilinguisme

58- Nous avons dit qu'il était impossible de reconnaître officiellement les langues de toutes les cultures qui ont enrichi notre collectivité. L'histoire démontre cependant qu'un pays peut être uni et prospère sous un régime qui accepte plus d'une langue officielle. Au surplus, dans ce cas, il n'est pas indispensable pour chaque citoyen de parler couramment chacune des langues officielles, mais cela implique par contre qu'un grand nombre de dirigeants politiques, ceux de la fonction publique, des affaires et de l'enseignement soient bilingues.

59- Au Canada, au moment de la Confédération, le français et l'anglais furent tous deux proclamés langues officielles à certains échelons administratifs ou gouvernementaux. Le recensement de 1961 a montré que sur une population qui dépasse 18 millions d'habitants, la langue maternelle est l'anglais pour environ 10½ millions d'entre eux, et le français pour environ 5 millions. Le reste, soit 2½ millions d'habitants, se partage entre une variété de langues maternelles, dont aucune n'est parlée par un groupe homogène de plus de 600,000 usagers. Ces chiffres montrent que le Canada est un pays où prédominent deux langues et deux seulement: le français et l'anglais. Les membres des autres groupes linguistiques qui viennent au Canada doivent se regrouper autour de l'un ou de l'autre de ces deux langues dominantes. C'est là l'expérience du passé et tout permet de supposer qu'il continuera à en être de même.





60- Si l'on tient compte de ce que sur le territoire qui s'étend entre le Mexique et le Pôle Nord où l'on compte 200 millions d'habitants, 3 $\frac{1}{2}$  millions seulement ne parlent que le français, on est forcé de conclure que le nombre de Canadiens francophones qui parlent anglais doit nécessairement dépasser le nombre de Canadiens anglais parlant français. Le caractère inéluctable de ce fait est rendu plus évident en raison de la répartition géographique des éléments francophones à travers le Canada. Celle-ci est telle qu'une large partie de la population de langue anglaise ne peut matériellement pas avoir une opportunité de se familiariser avec la langue française au moyen de contacts directs et qu'on ne peut par conséquent s'attendre dans ce cas à la voir devenir bilingue dans une proportion notable.

61- Cependant, un degré plus élevé de bilinguisme au Canada contribuerait probablement plus que tout autre facteur à améliorer les rapports entre les deux groupes fondateurs et, par conséquent, à assurer une compréhension mutuelle plus étendue. De plus, le fait pour un individu de parler deux langues et l'enrichissement culturel qui en résulte pour lui s'accompagne généralement d'un élargissement de ses horizons, ce qui lui donne une plus grande valeur tant chez lui qu'à l'étranger. Les avantages pour notre économie de cet enrichissement de notre capital humain ne peuvent être mesurés; ils sont cependant susceptibles d'avoir une grande portée. Nous sommes d'avis, par conséquent, que toutes les mesures de nature à répandre la connaissance des deux langues dans le pays devraient être mises en oeuvre. Nous sommes loin d'être convaincus que l'enseignement de la langue seconde dans les écoles soit aussi général qu'il devrait l'être, ni que les méthodes d'enseignement employées soient les meilleures dans tous les cas, ni que le nombre de professeurs compétents soit suffisant et que ces derniers soient utilisés avec le maximum



d'efficacité. Comme la Commission Parent, nous croyons qu'aucun règlement d'ordre religieux ne devrait influencer les conditions d'emplois des professeurs de langues. A notre avis, les professeurs de français, où qu'ils enseignent, devraient être d'origine francophone et les professeurs d'anglais d'origine anglophone. Nous croyons que le bilinguisme et la compréhension entre les groupes bénéficieraient d'un accroissement des échanges d'étudiants entre institutions d'enseignement supérieur canadiennes anglaises et françaises.

62- Pour avoir accès aux échelons supérieurs des entreprises nationales et internationales, il est nécessaire sur le continent de posséder la langue anglaise. Les études commerciales exigent en Amérique du Nord la connaissance de l'anglais et le renouveau d'intérêt que les Canadiens français témoignent envers ces études prouve que la communauté francophone du Québec a pris conscience de cette nécessité.

63- Un sondage récent a révélé qu'entre 1958 et 1964, le nombre d'étudiants diplômés et non diplômés inscrits à l'Ecole des Hautes Etudes commerciales de Montréal est passé de 180 à 830. Ce dernier chiffre comprend plus de 400 élèves de première année. De même, le nombre d'étudiants inscrits à la faculté de Commerce de l'université Laval est passé de 525 en 1958 à 688 en 1964. L'accession de Canadiens français à des postes de commande dans les secteurs commerciaux, industriels et scientifiques ne peut qu'avoir un effet marqué sur les rapports entre les deux groupes au Canada. A mesure que les Canadiens d'expression française occuperont les postes qui leur reviennent dans ces domaines, les Canadiens d'expression anglaise qui voudront faire face à cette concurrence, n'auront d'autre choix que de devenir aussi bilingues que les Canadiens français. L'aptitude des francophones à faire concurrence dans ces domaines, dans des



conditions de parfaite égalité n'importe où au Canada, à leurs compatriotes d'expression anglaise, tendra dans une large mesure à accroître le bilinguisme et à en faire une caractéristique nationale d'une société canadienne distincte.

64- A la lumière de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord établissant le français et l'anglais comme langues officielles au Parlement du Canada, on pourrait supposer qu'aujourd'hui, presque un siècle après, le bilinguisme est très répandu dans la fonction publique fédérale. Il n'en est rien cependant. Suivant le rapport de la Commission royale d'enquête sur l'organisation du gouvernement, on exige d'une façon générale à Ottawa, que les affaires d'un ministère soient toujours consignées en anglais. \* Cette exigence, qui provient probablement du fait que les fonctionnaires d'expression anglaise sont incapables de comprendre le français, n'a pu que retarder, plutôt qu'encourager le développement du bilinguisme dans la fonction publique. On peut affirmer qu'à toute fin pratique, la faculté de s'exprimer dans les deux langues dans la fonction publique fédérale n'appartient qu'aux fonctionnaires dont le français est la langue maternelle. Par conséquent, comme la proportion de francophones dans les cadres supérieurs de la fonction publique est faible, \*\* un citoyen d'expression française est obligé dans la plupart des cas, de traiter en anglais lorsqu'il a affaire aux ministères fédéraux à Ottawa. Il lui est difficile également de correspondre dans sa langue natale étant donné que la correspondance en français qui est reçue à Ottawa, et les réponses qu'elle suscite, doit passer

\* Rapport de la commission Glassco, vol. 1.4.2. - Gestion des documents publics - Correspondance.

\*\* Ibid., vol. 1.3.4. - La constitution du corps des fonctionnaires - Problèmes particuliers.



par les services de traduction, ce qui occasionne des retards excessifs. Il est d'autre part beaucoup plus facile pour un citoyen d'expression anglaise de traiter dans sa propre langue avec les services du gouvernement de Québec, qu'il ne l'est pour un francophone de le faire avec le gouvernement fédéral à Ottawa.

65- Nous sommes d'avis que pour fournir un service efficace, certains des fonctionnaires fédéraux devraient être capables de comprendre les deux langues et de les parler avec les citoyens des deux groupes. Par "certains" nous entendons ceux qui, dans l'exercice de leurs fonctions, ont affaire au public et qui travaillent soit (1) dans les parties du pays où il y a un nombre important de citoyens des deux groupes ethniques, soit (2) au siège de l'administration fédérale à Ottawa. Nous nous rendons compte de ce qu'il s'agit là d'un objectif à long terme. Un comité spécial du cabinet sur l'organisation du gouvernement et le bilinguisme a approuvé, nous dit-on, certaines directives qui comprennent, notamment, la reconnaissance d'un statut égal, en principe et en pratique, pour le français et pour l'anglais dans tous les services publics fédéraux, dans leurs rapports avec le public en général, ainsi que l'adoption du même régime, en principe et en pratique, dans les communications intérieures entre les divers services gouvernementaux. Nous approuvons ces directives et, dans ce mémoire, nous faisons des recommandations susceptibles de favoriser leur réalisation.

66- Le degré de bilinguisme dans les cadres supérieurs de la fonction publique préoccupe gravement la Chambre de Commerce du Canada. Nous croyons que tout citoyen canadien, qu'il soit francophone ou anglophone, devrait pouvoir communiquer directement avec les cadres supérieurs dans la langue de son choix. On peut







conclure des observations qui précèdent que nous souhaitons (comme il est recommandé dans la Déclaration de principes - voir appendice A) que tous les sous-ministres soient parfaitement bilingues.

Nous admettons que c'est là un objectif à long terme. En attendant, nous sommes d'avis que les services publics fédéraux devraient traduire dans leur organisation ce principe d'accès direct aux cadres supérieurs dans la langue de son choix; à cette fin, nous recommandons qu'il y ait dans chaque ministère fédéral un sous-ministre associé ou adjoint parfaitement bilingue, afin de donner aux deux groupes linguistiques l'assurance d'un service compétent et efficace, dans leur langue maternelle.

67- Il ne faudrait pas déduire des remarques qui précèdent que nous recommandons que les nominations des fonctionnaires soient fondées, en quelque circonstance que ce soit, sur autre chose que la compétence. Mais nous soulignons avec insistance qu'à notre avis le bilinguisme, dans la mesure où nous recommandons que les fonctionnaires publics soient bilingues, est un élément de base dans l'appréciation des capacités des candidats.

68- Pour atteindre, dans la fonction publique fédérale, le niveau de bilinguisme que nous croyons souhaitable, il sera nécessaire, entre autres, d'entreprendre, pour tous les ministères, une campagne soutenue de recrutement de candidats parmi les diplômés universitaires bilingues, et de la réussir. Ce recrutement s'avérera vraisemblablement difficile en raison de la concurrence pour cette catégorie de personnel compétent bilingue, d'autres organisations et en particulier des affaires privées et du gouvernement de la province de Québec. Il serait donc important que les candidats soient mis à même de se rendre compte que les possibilités de formation et d'avancement sont dans les services fédéraux comparables à celles qui s'offrent ailleurs.



69- Comme nous l'avons déjà observé, nous croyons que le nombre de personnes bilingues au Canada est très insuffisant et nous insistons pour que l'on fasse tous les efforts voulus en vue de remédier à cette situation le plus tôt possible. Nous sommes d'avis que si les mesures préconisées dans ce mémoire sont mises en oeuvre, le nombre de personnes bilingues augmentera et se rapprochera du chiffre souhaité, du moins dans les sphères de la politique, de la fonction publique, des affaires et de l'éducation. Il faut cependant noter que cet objectif ne peut être atteint du jour au lendemain et que sa réalisation dépendra aussi d'un autre facteur important, soit l'appréciation de la part de la population canadienne des avantages collectifs et personnelles qui découleraient de l'accroissement du nombre de personnes bilingues. Il importe donc que le progrès ne résulte que d'une évolution progressive, non d'une révolution brusque et que l'on n'accorde pas au bilinguisme une importance indue dans certaines régions géographiques et milieux sociaux. Comme nous le faisons remarquer plus loin, le recrutement obéit à des impératifs commerciaux et c'est l'existence du besoin qui, dans chaque cas, prouvera qu'il est rentable d'engager une personne bilingue compétente.

#### D) Incidences économiques

70- Il convient qu'un organisme comme la Chambre de Commerce du Canada traite des conséquences économiques du bilinguisme et du biculturalisme.

##### 71- 1) L'économie dans son ensemble

Nous croyons que toute mesure tendant à accroître l'unité nationale ne peut qu'être favorable à l'ambiance économique, non seulement au Canada, mais également dans nos rapports avec les autres pays. Comme nous l'avons déjà dit, une personne capable de s'exprimer dans deux langues, ce qui implique une connaissance et une compréhension plus



approfondie d'une autre culture, a des horizons plus vastes et, de ce fait, son apport au bien-être collectif en est accru d'autant.

72- Au yeux du reste du monde, un pays uni, où l'on rencontre une bonne connaissance de deux des langues dominantes dans le monde et où l'on tient en haute estime les apports culturels des autres groupes ethniques composants, est considéré avec plus de respect et d'estime qu'un pays qui ne jouit pas de ces avantages. Bien que nous ayons lieu d'être fiers de la réputation du Canada à l'étranger, nous ne pourrions que favoriser notre épanouissement économique en nous efforçant de la rehausser.

73- La survivance de la langue française et les souvenirs historiques qui s'y rattachent sont des phénomènes uniques en Amérique du Nord. Ils constituent un appoint économique important. La Chambre de Commerce du Canada, dans sa déclaration de principes relative à l'industrie touristique, dit: "Dans le dessein de stimuler le tourisme au Canada, nous proposons de mieux faire connaître la culture canadienne-française à l'étranger," et elle recommande au gouvernement canadien de mieux mettre en valeur cet avantage dans les programmes d'expansion de l'industrie touristique qui apporte au Canada 600 millions de dollars par an.

74- Aujourd'hui, dans la vie des affaires au Canada, où le gros des transactions est le fait d'entreprises qui exercent leur activité d'une côte à l'autre, une bonne gestion exige des mouvements de personnel à travers le pays. Les mêmes considérations s'appliquent à la fonction publique fédérale. De telles mutations jouent un rôle important dans la formation et dans le perfectionnement des individus en vue de leur promotion ultérieure au sein de l'entreprise. Des déplacements de cet ordre permettent aux individus et à leur



famille d'élargir leurs horizons, et en même temps de contribuer à une meilleure compréhension entre les divers groupes régionaux du pays. Il importe donc que l'appartenance à l'un des deux groupes ethniques ne fasse pas obstacle à de telles mutations.

75- La question de la langue, pour autant que l'individu lui-même est concerné, ne soulève pas en général de problème sérieux. Par contre des difficultés plus importantes proviennent du souci qu'ont les individus, tant pour eux-mêmes que pour leur famille, de sauvegarder leur appartenance à leur groupe culturel, ce qui implique naturellement au sein de la famille la fidélité à la langue maternelle.

76- L'existence, là où les individus sont susceptibles d'être mutés, d'écoles où l'enseignement serait donné dans la langue maternelle, apaiserait évidemment cette préoccupation. Mais si il est peut-être possible de dispenser cet enseignement dans un certain nombre d'endroits qui en sont actuellement privés, il est, par contre, chimérique de penser qu'on pourrait étendre de semblables facilités au pays tout entier.

77- Nous devons mettre notre confiance dans une large mesure, en la fierté de notre appartenance à la nation canadienne, alliée au respect mutuel et à la compréhension des membres de chaque groupe vis-à-vis de ceux de l'autre pour arriver à une solution du malaise qui existe actuellement. Mais on ne saurait trop répéter qu'il est impérieux qu'il existe des conditions qui n'entravent pas la mobilité des citoyens et de leur famille à l'intérieur du pays, si l'on veut que chacun des groupes joue le rôle qui lui est dévolu dans la vie économique du pays et que la cause de l'unité canadienne soit bien servie.







78-

2) Le secteur privé de l'économie

Il ne fait aucun doute que dans le secteur privé de l'économie, plus particulièrement dans la province de Québec, le bilinguisme et le biculturalisme n'ont pas été pratiqués aussi largement qu'ils auraient pu l'être dans nombre d'entreprises sous le contrôle d'anglophones. Ces griefs semblent surtout porter sur les politiques d'embauche, d'avancement, d'achat, de dons de charité, sur le choix de la langue utilisée couramment dans les communications avec les employés et dans les négociations collectives. On recommande, à bon droit qu'un employé canadien-français ne soit pas tenu d'apprendre l'anglais uniquement pour communiquer avec son patron immédiat et pour nul autre motif rattaché à ses fonctions. De plus les employés francophones de ces entreprises, au Québec, par exemple, sentent souvent qu'il n'existe pas un climat susceptible de les encourager à se sentir chez eux et membres à part entière de l'entreprise. Il importe qu'à l'avenir, premièrement, il n'y ait plus jamais lieu de formuler de telles critiques et deuxièmement, que ce changement soit bien manifeste.

79-

De même, il incombe aux entreprises sous le contrôle de francophones d'adopter une ligne de conduite qui place sur le même pied les candidats à des postes, leurs employés, fournisseurs, clients et l'ensemble de la collectivité.

80-

Au cours des dernières années, il s'est produit une évolution principalement caractérisée par la prise de conscience générale de ce que l'isolement économique et social des Canadiens français est incompatible avec le progrès, ainsi que par le renouveau d'intérêt manifesté par ces derniers à l'égard des sciences commerciales. Ces deux facteurs, auxquels nous avons fait allusion plus haut, ont beaucoup influé sur le secteur privé de l'économie, particulièrement au Québec. Pour réussir les dirigeants d'entreprises doivent tenir compte des



pressions exercées par la demande des consommateurs, les relations publiques et ouvrières. Toutes les entreprises évoluant dans ce milieu bilingue et biculturel feraient bien de concevoir des lignes de conduite, en matière de formation du personnel et surtout aux niveaux de la gestion, qui assureront qu'au moins une partie de la formation donnée après l'embauche soit orientée vers une compréhension plus approfondie de la langue et de la culture secondes de la part des employés.

81- Toute entreprise se voit fortement encouragée, dans son propre intérêt, à veiller à l'équité de ses pratiques et à rendre cette équité manifeste. De plus, il importe que chaque entreprise se rende compte que ses intérêts ne peuvent aller à l'encontre de ceux du pays dans son ensemble; or les intérêts du pays sont étroitement liés au maintien de l'unité nationale. La concurrence suscite des pressions qui contribuent à assurer dans la vie des affaires un équilibre équitable dans l'utilisation des deux langues et la mise en oeuvre de politiques justes et rationnelles eu égard aux groupes ethniques. De plus, dans les conditions particulières qui prévalent actuellement au Canada, il est nécessaire que les dirigeants d'entreprises, conscients de l'importance de l'unité du point de vue de l'économie en général, revisent constamment leur attitude en ce qui a trait au bilinguisme et au biculturalisme et s'assurent qu'elles sont toujours justes et équitables.

82- On pourrait craindre que l'expansion du bilinguisme ne pèse sur les frais généraux des entreprises et qu'il ne nuise à la position concurrentielle du Canada, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation. Ainsi, les exigences d'une organisation bilingue peuvent accroître les coûts d'opération en nécessitant par exemple une double impression des papiers et documents, une adaptation des machines de bureau par l'adjonction d'abréviations dans les deux langues, ce qui aura pour résultat d'en



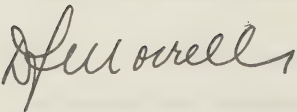
restreindre l'usage au seul marché canadien. Comme nous le faisons observer ci-dessus, l'utilisation des deux langues dans les affaires publiques et ouvrières. Puisque ces impératifs s'appliqueront à la vente de produits importés autant qu'à la vente de produits indigènes, nous ne voyons aucune raison de craindre que la position concurrentielle du Canada sur ces marchés puisse être menacée. En ce qui concerne le marché extérieur pour une entreprise donnée, les avantages résultant de la possibilité de faire affaire en deux langues compensent probablement très largement tout surcroît de dépenses imputable au bilinguisme pratiqué au pays puisque le commerce d'exportation en sera le bénéficiaire.

83-

3) Le secteur public de l'économie

Il faut prévoir initialement une certaine augmentation des dépenses des services publics du fait de l'expansion du bilinguisme. Cependant, cet accroissement des dépenses pourrait être partiellement résorbé si l'on mettait en oeuvre les recommandations du rapport Glassco, relatives à l'administration des archives nationales, aux services d'information et au bureau des traductions.

Respectueusement soumis,



Directeur général



Président du conseil exécutif



DECLARATION DE PRINCIPES DE  
LA CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA1964-1965

---

Bilinguisme

L'existence au Canada de deux cultures et langues dominantes exige l'adoption de plus amples mesures destinées à raffermir l'unité nationale

Reconnaissant non seulement le caractère historique et constitutionnel du bilinguisme au Canada, mais sa valeur culturelle et son importance majeure dans l'établissement d'un climat de bonne entente, de compréhension et de rapports commerciaux entre les deux principaux groupes ethniques du Canada, la Chambre de Commerce du Canada publie ses documents officiels dans les deux langues et favorise le bilinguisme dans ses assemblées.

Recommandations:

La Chambre de Commerce du Canada, dans le but de créer un climat toujours plus favorable à la consolidation de l'unité nationale, recommande:

1- au gouvernement fédéral de considérer le bilinguisme non seulement comme un devoir constitutionnel, mais également comme un facteur d'unité nationale et de progrès social, économique et culturel dans tout le pays;





2- aux Chambres affiliées de favoriser l'accès de leurs membres à une seconde culture, anglaise ou française, selon le cas;

3- aux Chambres affiliées de prendre davantage l'initiative d'échanges de communications et de visites de compréhension mutuelle et de bonne entente avec les membres majoritairement de langue anglaise ou de langue française, selon le cas;

4- que les Chambres affiliées pressent leur gouvernement d'encourager et améliorer l'enseignement du français ou de l'anglais comme langue secondaire à tous les niveaux de l'enseignement primaire et secondaire, et qu'il accorde plus d'importance à la culture et l'histoire du groupe linguistique.

#### Le fonctionnement fédéral

Le fonctionnarisme fédéral occupe une place de premier plan entre les citoyens et le gouvernement fédéral. Afin de pouvoir servir efficacement, le personnel du fonctionnarisme fédéral doit être capable de comprendre la langue du citoyen avec lequel il entre en relations, qu'il soit d'expression anglaise ou française.

#### Recommandations:

1- que le gouvernement du Canada reconnaisse qu'il serait souhaitable:

- a) que les sous-ministres soient parfaitement bilingues;
- b) que dans tous les ministères, le français et l'anglais soient reconnus comme langues officielles non seulement en théorie mais aussi en pratique;



2- que tous les documents et formulaires fédéraux soient bilingues quand la chose est possible et, dans le cas contraire, disponibles dans l'une ou l'autre langue;

3- que l'on encourage les fonctionnaires fédéraux à suivre des cours dans le but d'assurer une meilleure compréhension et en même temps de faciliter la communication entre les deux principaux groupes ethniques au pays.

Drapeau national distinctif

Le Gouvernement n'a pas officiellement adopté de drapeau national. Des sondages répétés de l'opinion publique ont révélé que la majorité des Canadiens, les jeunes en particulier, sont en faveur de l'adoption d'un drapeau national distinctif. De plus, un drapeau national serait un stimulant à l'unité de la nation, attestant son statut d'état.

Recommandation:

que le gouvernement du Canada adopte un drapeau national distinctif.

Hymne national

Recommandation:

que le gouvernement fédéral adopte officiellement une version française et une version anglaise du chant "O Canada" comme hymne national.





